
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.56999

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

motiviert; sie vor allem emigrierten *nach* 1872 – und dann bezeichnenderweise nicht mehr vorrangig nach Frankreich. Daß die jüdische Bevölkerung erst im letzten Drittel des 19. Jh. einem tiefgreifenden sozialen Wandel unterlag (Geburtenrückgang, Landflucht, Verstädterung, Akademisierung, Zunahme der Mischehen u. a.), wird in einem eigenen Kapitel betont. Besondere Beachtung finden daneben das Verhältnis zwischen den Konfessionen und gegenüber der deutschen Ordnungsmacht: Waren die Juden seit 1870/71 am entschiedensten gegen die Eingliederung in das Deutsche Reich aufgetreten, so fanden sie während des Kulturkampfes Verbündete in den Katholiken, die zum Rückgrat der »Protest«-Bewegung wurden. Doch schon seit den 80er Jahren traten die ungleichen Partner auseinander – wegen Gegensätzen in den politischen Zielvorstellungen, der Verdrängung der Juden aus dem ländlichen Geldgeschäft (katholische Kreditgesellschaften, Raiffeisen-Banken) und dem Erstarren des Antisemitismus. Letzteren einzuschränken war nach Caron durchaus ein Anliegen der obersten deutschen Verwaltungsinstitutionen, welche die jüdische Glaubensgemeinschaft lange wohlwollend tolerierte und materiell privilegierte. Umgekehrt begünstigte den jüdischen Anpassungsprozeß die Dreyfus-Affäre, die zur Desillusionierung über Frankreich als Land der Emanzipation führte. Alle Integrationsansätze wurden jedoch unterbrochen durch den Weltkrieg, der die partikulare Identität der Juden, stärker aber noch den nie versiegten französischen »Patriotismus« hervortreten ließ.

Die Dissertation stützt sich auf wichtige frühere Forschungsergebnisse (z. B. von F. Roth, I. Schorsch, D. Silvermann, A. Wahl) und ergänzt sie durch eigene Recherchen, insbes. für den Distrikt Haguenau. Sie wertet zeitgenössische jüdische Presse aus und bereitet umfangreiches Zahlenmaterial aus offizieller reichsdeutscher Statistik und Regionalarchiven auf; mittels zahlreicher Tabellen wird dies übersichtlich präsentiert und vermag wesentlich die Ausgangshypothese zu stützen.

Wenige Einwände seien genannt: Beim interkonfessionellen Vergleich werden die Protestanten und die konkreten Formen der temporären jüdisch-katholischen Allianz nur schwach beleuchtet. Die Vf. behandelt das Thema überdies zu wenig als Reflex der Strukturprobleme des Deutschen Kaiserreiches (nicht zuletzt in der Behandlung von Minderheiten); die neuere Forschung dazu wird vernachlässigt. Auch bleiben die zentralen Begriffe »acculturation« und »cultural resistance« (so S. 97, 102) verschwommen. Gerade angesichts der Diskussion über Verbürgerlichung und bürgerliche Kultur im 19. Jh. erscheint es als Mangel, daß die konkrete Lebenskultur und -gestaltung der Juden, auch ihr Gemeindeleben, kaum berücksichtigt werden.

Solche Kritik ändert indes nichts am positiven Gesamtbild: Carons Studie ist in der Synthese von Nationalismus-, Regional-, Konfessions- und Sozialgeschichtsforschung überaus instruktiv und anregend für jeden, der sich mit (jüdischen) Minderheiten und ihren konkurrierenden Identitäten in modernen Nationalstaaten befaßt.

Andreas DAUM, München

Werner JOCHMANN, Gesellschaftskrise und Judenfeindschaft in Deutschland 1870–1945, Hamburg (Christian Verlag) 1988, 443 p. (Hamburger Beiträge zur Sozial- und Zeitgeschichte, 23).

La mode est aux recueils d'études. Ce qui a l'avantage d'apporter au lecteur des études dispersées, souvent difficiles à trouver mais l'inconvénient de surexposer certains aspects au détriment d'autres non moins importants. L'ouvrage de l'ancien directeur du Centre de recherche d'histoire du national-socialisme n'échappe pas à la règle. Celui-ci en a d'ailleurs conscience puisqu'il souligne dans l'introduction l'évolution de sa pensée, qui le conduit à évoquer à mi-parcours les défaillances politiques des libéraux, de la gauche et de l'extrême-

gauche sous la République de Weimar. A reconnaître aussi que certaines questions auraient mérité une analyse plus approfondie. Tel qu'il est ce recueil de 14 études – dont 6 avaient déjà été publiées auparavant – a le mérite d'éclairer davantage que ne le font la plupart des historiens allemands la responsabilité des élites conservatrices (armée, fonction publique, universités, Eglises) dans le développement de l'antisémitisme en Allemagne entre 1866 et 1945.

Il ressort de son analyse que, jusqu'à la Première Guerre mondiale, la foi dans le progrès reste assez forte chez le souverain, ses sujets libéraux et les milieux populaires pour endiguer le courant antisémite qui se développe dans le contexte de la crise de la modernité. Foi partagée par les Juifs allemands, qui voient dans la fondation du II^e Reich puis, dans le déclenchement de la guerre, des étapes décisives de leur intégration récompensant en quelque sorte leur dévouement et leur esprit de sacrifice au service de la communauté nationale. L'illusion commence à se dissiper en 1916 lorsque, sous la pression de l'opinion qui les accuse d'être des embusqués et de chercher à tirer profit de la détresse générale, le ministre prussien de la Guerre ordonne un recensement spécifique des Juifs mobilisés. Recensement dont les résultats officiels ne seront jamais publiés, ce qui renforce les rumeurs malveillantes.

Villipendé d'emblée par ses adversaires comme « République des Juifs », le régime de Weimar leur reconnaît certes la pleine égalité de droits mais tolérera en pratique une discrimination sournoise, notamment dans l'administration et les services de police dont les fonctionnaires viennent pour une large part de l'armée et des corps francs, dans la justice, plus encline à réprimer les militants de gauche que les extrémistes de droite, auteurs de profanations de lieux de culte israélite, de molestations, voire d'assassinats de personnalités juives. Noyautant les organisations professionnelles, en particulier celles de la paysannerie, des employés de commerce et les associations d'anciens combattants, le mouvement *völkisch* trouve aussi un écho dans le corps enseignant et les mouvements de jeunesse, c'est-à-dire dans les classes moyennes qui imputent la dégradation de leur condition sociale au régime républicain. Avec, il est vrai, une pause relative entre 1924 et 1928, années d'une prospérité retrouvée. Les campagnes des milieux nationalistes contre la décadence et la perversion des mœurs dont ils accusent le « cosmopolitisme juif », sensibilise d'autre part les Eglises et la masse des lecteurs de leurs nombreuses publications, incapables d'analyser les problèmes sociaux de l'époque. L'existence d'une grande presse libérale et démocratique, qualifiée « d'enjuivée » par ses adversaires, masque l'ampleur de ce courant. Masque aussi le passage progressif de la droite d'un antijudaïsme traditionnel à l'alliance ouverte avec le racisme *völkisch*. A l'autre bord, les communistes n'admettent les Juifs qu'assimilés totalement à leur cause. Chez les sociaux-démocrates, la volonté d'intégration sociale l'emporte sur l'exigence d'égalité et de justice pourtant proclamée dans les discours. Quant aux gouvernements successifs, ils préfèrent, en dépit des nombreuses doléances, fermer les yeux sur les discriminations antisémites en se refusant à voir le lien entre celles-ci et la déstabilisation de l'Etat de droit. Dans ce contexte, la première victoire électorale de la NSDAP aux législatives de 1930 n'est pas seulement un effet de la crise économique. Elle cristallise aussi des courants contradictoires: nationalisme, anticapitalisme, antibolchevisme, antirépublicanisme, sur le rejet des Juifs, incarnation de tous les maux. De sorte que leur éviction, comme le montre W. Jochmann, commence dès cette époque dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale et culturelle. Ecartés de leurs emplois, en butte aux attaques de plus en plus violentes, on leur conseille la discrétion, l'effacement, le silence.

Arrivé légalement au pouvoir avec l'appui de la Droite et du Centre, l'opposition étant rapidement muselée, Hitler n'aura aucune difficulté à faire passer les premières mesures d'exclusion de la vie publique, qui, il le sait, correspondent à un sentiment d'hostilité envers les Juifs assez largement répandu. D'autant plus que ces mesures, légalisées avec le concours de l'administration, s'accompagnent d'un assainissement de l'économie et favorisent la promotion sociale des ralliés au nouveau régime. Quant aux Eglises, l'auteur rappelle qu'elles

n'hésitent pas à lutter contre la résurgence du paganisme, qu'elles interviendront contre la mise à mort des malades non-juifs, jugés incurables mais se taisent quand il s'agit de persécutions des Juifs – même de Juifs convertis. Attitude également adoptée par les milieux de l'Eglise confessante à propos desquels le théologien Dietrich Bonhoeffer, assassiné en 1944 pour son opposition au nazisme, écrit déjà en avril 1933, qu'«ils ont complètement perdu leur tête et leur Bible». A de rares exceptions près, cette attitude ne changea pas ultérieurement. La passivité devant l'exclusion systématique crée les conditions de la déportation: la mort sociale précède la mort physique.

On lira avec un intérêt particulier les six derniers chapitres sur la perception du génocide des Juifs dans les milieux protestants de 1943 à nos jours. Sans rappeler qu'il aura fallu près de quarante ans pour que les historiens allemands découvrent le caractère foncièrement discriminatoire des «propositions pour une solution de la question juive» du Cercle de Fribourg, W. Jochmann critique les opposants conservateurs à Hitler, qui envisageaient encore en 1943/44 de fermer les frontières «à un retour des Juifs» et recommandaient la signature d'une convention internationale sur leurs droits et leurs devoirs, avec un statut d'étrangers dans tous les pays d'accueil. Ces préjugés persistent, comme le montre W. Jochmann après la défaite du III^e Reich dans une Eglise où les conservateurs occupent les postes clefs. Pressés de rétablir le retour à la normale, ces derniers rejettent la responsabilité du passé récent sur les criminels nazis sans soulever la question de savoir comment ce régime avait pu fonctionner et mener la guerre avec un peuple baptisé à 90 % et n'hésitent pas à qualifier de «manque de tact» l'invitation, par le pasteur Niemöller et le Conseil fraternel de Francfort, du théologien calviniste suisse Karl Barth, de même que la venue de ce dernier qui fut pourtant le principal inspirateur du Synode de Barmen, l'un des sommets du «Kirchenkampf».

Tout en reconnaissant les progrès réalisés depuis cette époque, W. Jochmann met en garde contre une surestimation du dialogue judéo-chrétien. Notamment à cause des liens renoués par les Eglises avec la Realpolitik de l'Etat. En affirmant avec fermeté, à propos de ce qu'on a appelé le «débat des historiens», que les Allemands doivent assumer toute leur histoire sans chercher à en exclure ou relativiser certains épisodes, W. Jochmann conclut que toute dérive de ce type «endiguerait une orientation démocratique nouvelle qui est désormais notre tâche permanente».

Ouvrage d'un historien respecté pour sa probité intellectuelle, assorti de notes abondantes – mais on regrette l'absence d'un index – ce livre est aussi la réflexion d'un moraliste; peut-être un peu trop pessimiste au regard de l'action éducative engagée depuis les années cinquante, notamment par les milieux protestants éclairés auxquels il appartient. L'avenir seul dira, il est vrai, si ces efforts ont porté leurs fruits au sein d'un peuple à nouveau uni et pleinement maître de son destin.

Rita THALMANN, Paris

Holger RÜDEL, Landarbeiter und Sozialdemokratie in Ostholstein 1872–1878. Erfolge und Niederlagen der sozialistischen Arbeiterbewegung in einem großagrarischem Wahlkreis zwischen Reichsgründung und Sozialistengesetz, Neumünster (Wachholtz) 1986, 581 p. (Studien zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte Schleswig-Holsteins, 9).

C'est parce que la social-démocratie a connu dans l'Est du Holstein (Wahlkreis 9) une progression précoce et spectaculaire, mais aussi un déclin accéléré – les dates de 1872 et 1878 marquent le début et la fin provisoire du mouvement ouvrier organisé dans cette région – que H. Rüdel, après avoir envisagé de prendre comme domaine d'investigation l'ensemble du Schleswig-Holstein pendant la période 1871–1890, a préféré concentrer son attention sur ce territoire où domine la grande propriété terrienne et où les ouvriers agricoles sont particulière-